



Le 26 novembre, Greenpeace a lancé sa pétition « pas d'argent public pour les fermes-usines ! ». L'ONG s'insurge devant les 48 millions d'euros d'aides qui auraient été touchés par environ 1 400 de ces « fermes-usines ». Elle dénonce les « impacts sur l'environnement, la santé et les éleveurs »

et n'hésite pas à dénoncer publiquement les 4 413 sites ICPE français en les répertoriant sur une carte dynamique. D'après un savant calcul, l'ONG explique qu'en 2013, 1 % des exploitations françaises produisaient à elles seules 50 % des productions nationales de porcs,

poulets et œufs. Que ces élevages travaillent correctement ou non, qu'ils emploient du personnel et fassent vivre les campagnes, peu importe, pour Greenpeace, seule la taille compte. Une réduction de l'esprit qui ferait presque sourire si les répercussions sur les éleveurs concernés n'étaient pas aussi graves.

Dans son communiqué, Greenpeace fait témoigner différents acteurs judicieusement choisis, mais pour qui l'agriculture doit rester comme en 1950 : «... Ce projet de porcherie industrielle porterait la production annuelle locale à 37 000 porcs dans un village comptant 402 habitants ! ». Une disproportion qui semble choquer certains alors que personne ne s'émeut devant les 24 000 pièces produites par l'un des sites de l'entreprise de renom Le Slip Français situé à La Selle-en-Coglès, village breton qui ne compte pourtant que 633 habitants !

Du porc sur paille ? Du Label Rouge ? Une filière locale ? C'est de ça dont rêve Greenpeace ? Le groupe Vallégrain (voir Porcmag de septembre 2016) qui a justement misé sur cette stratégie vient de démontrer que celle-ci n'est pas la panacée. En effet, nous avons appris avec tristesse mi-novembre le placement en redressement judiciaire des entreprises Vallégrain Abattoir et Vallégrain Distribution. Nous le savions, mais nous en avons maintenant la confirmation, la montée en gamme tant réclamée n'est, semble-t-il, pas encore un gage de réussite. Si les fantasmes de Greenpeace sont une chose, la réalité économique en est malheureusement une autre. ■



« 24 000 SLIPS POUR 633 HABITANTS ! »

Estelle Polette De Oliveira, rédactrice en chef